

L'économie française retrouve des couleurs

• L'Insee a relevé sa prévision en 2017 à 1,9%

• Il anticipe un maintien de la cadence début 2018

• Accalmie sur le front du chômage et de la dette publique

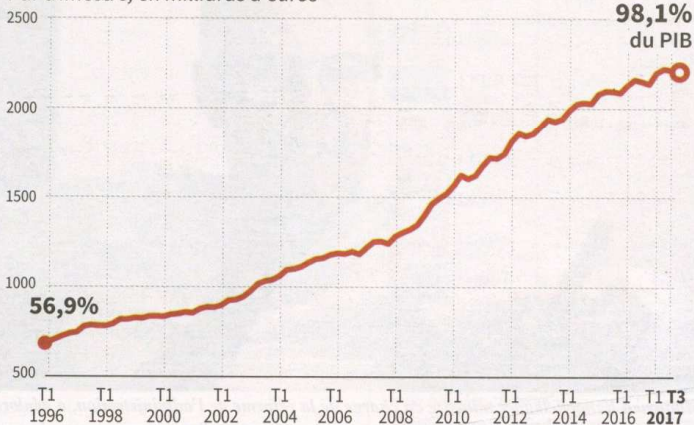
LA croissance de l'économie française restera solide début 2018. Ce sont les pronostics de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui a relevé sa prévision de croissance 2017 à 1,9% (contre 1,8% auparavant). La France, l'un des principaux partenaires économiques du Maroc, devrait garder cette cadence l'année prochaine.

Paris suit la tendance de l'économie mondiale qui est en phase d'accélération. La Banque centrale européenne (BCE) avait relevé sa prévision de croissance de la zone euro pour 2018 à 2,3% (contre 1,8% lors de son estimation de septembre). En comparaison, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) français reste toutefois nettement inférieure à celle de la première économie de la zone euro, l'Allemagne (2,6% attendue par la banque centrale en 2017, puis 2,5% en 2018).

La croissance française est principalement portée par les entreprises. Le climat des affaires a atteint en novembre son plus haut niveau depuis début 2008,

La dette française

En baisse de 5,5 milliards d'euros au 3^e trimestre à 2 226,1 mds d'€
Par trimestre, en milliards d'euros



Source : Insee

C'est une légère diminution. La dette publique de l'Hexagone a représenté 98,1% du PIB au troisième trimestre. A titre de comparaison, elle était à 99,1% du PIB à la fin du deuxième trimestre

production et investissement sont plutôt solides. Elle semble ainsi réduire sa dépendance à la consommation des ménages, son moteur traditionnel de ces dernières décennies. Selon les pronostics, le pouvoir d'achat des ménages devrait pâtir début 2018 notamment du regain d'inflation et de certaines mesures du gouvernement d'Emmanuel Macron. Sur la liste figure la hausse de certaines taxes (d'autres mesures favorables aux ménages auront leur effet plutôt en fin d'année).

Le chômage (un des points noirs de l'économie française) devrait continuer à se résorber à un rythme lent. Son taux avait augmenté au troisième trimestre de façon inattendue à 9,7% de la population active. Il devrait s'établir à mi-2018 à 9,4%, au plus bas depuis début 2012. Le gouvernement français table sur une réduction à 7% du chômage d'ici à 2022. Il estime que l'ensemble des réformes qu'il a entamées en 2017 auront un plein effet réducteur sur le taux de chômage dans environ deux ans.

L'amélioration de la croissance lui permettra aussi d'avoir plus de marge de manoeuvre pour respecter ses engagements européens. Si la France parvient à repasser sous la barre d'un déficit public inférieur à 3% du PIB comme s'y est engagé le Président français, elle respectera les normes européennes en matière de finances publiques.

A noter également que la dette publique de l'Hexagone s'est établie à 2.226,1 milliards d'euros au troisième trimestre 2017, en baisse de 5,5 milliards par rapport au trimestre précédent, selon l'Insee. Rapportée à la richesse nationale, cette dette de l'ensemble des administrations publiques, mesurée selon les critères de Maastricht, atteint 98,1% du Produit intérieur brut contre 99,1% à la fin du deuxième trimestre 2017. D'après l'Institut, cela s'explique notamment par la baisse des dettes des administrations de sécurité sociale et des administrations publiques locales. Le Parlement français a adopté récemment la loi de programmation des finances publiques qui prévoit pour 2022 une croissance de 1,8% et un déficit public quasi à l'équilibre (0,2% du PIB). La dette devrait encore atteindre 97,1% en 2019, puis décroître ensuite rapidement. □

F. Z. T.